

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COM. COMMUNES DE FOREZ EST

La Fond Rivaud
42140 Chazelles-sur-Lyon

Références : UID4243-DSSP-023-0427
Code AIOT : 0010500122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2023 dans l'établissement COM. COMMUNES DE FOREZ EST implanté ZA. de Montfuron - 42140 Chazelles-sur-Lyon. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COM. COMMUNES DE FOREZ EST
- ZA. de Montfuron - 42140 Chazelles-sur-Lyon
- Code AIOT : 0010500122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

La communauté de communes Forez EST exploite, sur la commune de CHAZELLES-SUR-LYON, une déchetterie ainsi qu'une plateforme de broyage de déchets verts. Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral d'autorisation du 16/10/2003. Ce dernier indique que le site relève des rubriques suivantes :

- 2710-1 régime de la déclaration : Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public,
- 2260-2 régime de l'autorisation : Broyage et criblage des substances végétales et de tous produits organiques naturels,
- 2170-2 régime de la déclaration : Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques,

- 2171 régime de la déclaration : Dépôts de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques, le dépôt étant supérieur à 200 m³.

Un arrêté portant mise en demeure a été établi en date du 03/06/2013 rappelant à l'exploitant la nécessité de mettre en conformité le local à déchets dangereux au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral auquel il est soumis. Cette mise en demeure a été levée le 31/10/2014 suite à l'installation d'un container aux normes.

Les rubriques mentionnées dans l'arrêté préfectoral du site ne correspondent plus à la réglementation actuelle.

Aussi la communauté de communes a fait parvenir à l'inspection une demande de bénéfice d'antériorité le 29 avril 2016 pour laquelle l'inspection a demandé des compléments en date du 24 juin 2016. Une réponse ainsi qu'un porté à connaissance de travaux de réhabilitation ont été reçus par l'inspection le 8 avril 2021. L'installation a demandé de bénéficier de l'antériorité du régime d'autorisation en indiquant qu'elle relèverait désormais des rubriques suivantes ;

- 2710-1 régime de la déclaration contrôlée : collecte de déchets dangereux – estimée à 3,1 t
- 2710-2 régime de l'enregistrement : collecte de déchets non dangereux – estimée à 1 817 m³
- 2794 régime de l'enregistrement : broyage de déchets végétaux non dangereux - estimé à 4 campagnes par an de 475t/campagne soit 95t/j.

Elle précise par ailleurs que les travaux de réhabilitation n'induisent pas de changement de régime.

L'inspection du 25 octobre 2023 a donc permis notamment de faire le point sur la situation administrative du site et les travaux réalisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eaux de ruissellement,
- Sécurité incendie,
- Gestion des déchets entrants et sortants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 10	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	État des stocks de produits dangereux. - Étiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 11	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 20	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Valeur limite de rejet	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 35	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre VI – art – 43	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Réception des déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Forez EST exploite la déchetterie de CHAZELLES-SUR-LYON dont l'accès est sécurisé et le site propre. L'inspection a constaté que la communauté de communes a récemment réhabilité la globalité du site dans le but de répondre aux dispositions auxquelles l'installation est soumise. Ceci notamment en créant un nouveau local déchet dangereux conforme mais aussi en sécurisant l'accès

au site, en améliorant l'organisation et en créant un bassin de rétention des eaux pluviales également destiné à confiner les eaux d'incendie par le moyen d'une vanne d'obturation.

Suite à cette réhabilitation, il est nécessaire d'effectuer la mise à jour administrative du site : procédure incendie, plans (localisation des risques et stockage de déchets dangereux), registres de déchets, etc...

De plus, l'exploitant doit effectuer un travail de vérification du dimensionnement des rétentions sur l'ensemble du site, particulièrement pour le local de déchet dangereux, en veillant à ne pas assembler de déchets chimiques incompatibles au-dessus de la même rétention.

Par ailleurs, la déchetterie dispose d'une plateforme de stockage des déchets verts. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les renseignements nécessaires concernant le suivi des eaux de ruissellement. Les effluents issus de la percolation des eaux pluviales au travers les déchets verts doivent faire l'objet d'un suivi analytique distinct et au besoin d'un traitement spécifique avant rejet. Cela implique un rejet de ces eaux en aval du point de prélèvement des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général de localisation des risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas de plan détaillé de la localisation des collectes de déchets.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'est pas établi de plan général de localisation des risques. Il est à réaliser et à mettre à jour régulièrement puis à laisser à disposition des pompiers en cas d'intervention afin qu'ils puissent rapidement identifier la localisation des risques sur le site en cas d'intervention. Il faut toutefois veiller à porter à leur connaissance toute mise à jour.</p> <p>Suite à la réhabilitation du site, l'exploitant explique qu'il a communiqué avec le SDIS afin de prévenir une éventuelle intervention. Ceci a permis de mettre en place des exercices sur l'installation puis d'effectuer les correctifs nécessaires comme la modification de l'orientation de la borne d'aspiration d'eau de la réserve incendie. L'inspection souligne la pertinence de cette démarche qui optimise une future intervention sur cette exploitation.</p> <p>Ce qui est attendu de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Recenser les parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre,- Déterminer pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques),- Mise à jour du plan de localisation des risques sur le site et communication du document au SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Etat des stocks de produits dangereux. - Étiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 11
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de l'état des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant doit tenir à jour le registre de l'état des stocks de produits chimiques et le plan annexé. L'exploitant indique que ce document n'existe pas sur le site. Il est à laisser à disposition des pompiers en cas d'intervention. Dans le local technique destiné à collecter les produits chimiques, les contenants destinés à récupérer les produits dangereux ont un étiquetage lisible avec les symboles de danger associés. Le sol du local de stockage de produits dangereux est bétonné et possède deux rétentions maçonnées dont la capacité n'est pas connue de l'exploitant. La visite a permis de constater que les employés du site invitaient régulièrement les usagers à déposer leurs bidons souillés de peinture dans la benne DIB, faute de caisse-palettes en quantité suffisante. L'inspection souligne à l'exploitant la nécessité de revoir son organisation en prévoyant autant de caisse-palettes que nécessaire ainsi qu'une formation et sensibilisation des agents aux enjeux environnementaux en lien avec un mauvais tri. Ce qui est attendu de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- Tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus sur l'ensemble du site,- Annexer un plan des stockages,- Transmettre à l'inspection le volume des rétentions maçonnées du local produits chimiques ainsi que le calcul et la conclusion quant à la conformité de leur volume au regard des égouttures susceptibles d'y être déversées en lien direct avec les quantités de produits stockés,- Améliorer l'organisation de la collecte des bidons souillés (quantité de caisse-palettes suffisante et formation des agents).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre II – art – 20
Thème(s) : Risques accidentels, Registre maintenance du système d’alerte et lutte incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L’inspection constate que la dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 18/07/2023. C’est le service technique qui est en charge du suivi de cette maintenance chez Forez Est. Il n’existe pas de procédure à suivre en cas d’incendie. Celle-là devrait indiquer également, la nécessité d’obturer les réseaux d’évacuation pour prévoir la rétention des eaux d’extinction. Lors de la visite, l’inspection n’a pas fait l’état des lieux des détecteurs incendie présents sur le site. Ce qui est attendu de l’exploitant : - Mettre à jour la procédure incendie et assurer le suivi de la formation des agents du site à sa mise en pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 32
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de rétention des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection.</p> <p>En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'inspection prend acte de la présence d'un bassin de rétention des eaux pluviales muni d'une vanne en sortie de bassin. Le bassin représente également une rétention pour la récupération des eaux d'incendie.</p> <p>L'inspection constate grâce aux Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) que l'entretien du séparateur d'hydrocarbures, visant à traiter les rejets d'eaux pluviales, est régulièrement effectué et les déchets sont évacués chez SARPI.</p> <p>L'exploitant explique qu'il a utilisé la plateforme en ligne Trackdéchets à partir de 2022. Ainsi, il présente uniquement la ligne afférente en date du 16/10/2023 précisant que le déchet est « en attente de réception ». Il conviendra de vérifier la réception chez SARPI et s'assurer de la mise à jour du statut « en attente de réception » sur Trackdéchet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre III – art – 35
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de pollution dans les effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - $5,5 < \text{pH} < 8,5$ (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température $< 30\text{ }^{\circ}\text{C}$. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir le suivi des rejets des divers effluents ni pu préciser quel était leur milieu de rejet. Il précise que le service Eau de Forez Est sera en mesure de fournir cette indication. Ces informations ne sont pas non plus parvenues à l'inspection en aval de la visite. L'inspection indique à l'exploitant qu'il doit mesurer régulièrement les paramètres conformément à la prescription susnommée en fonction du type de rejet des eaux.</p> <p>Les rejets d'eaux résiduaires générés par le passage de l'eau pluviale dans le tas de déchets verts ne font pas l'objet d'un traitement spécifique. L'inspection indique qu'ils doivent être suivis et mesurés indépendamment des eaux pluviales. Le point de rejet des eaux résiduaires ne doit pas se situer en amont du point de prélèvement des eaux pluviales auquel cas il serait considéré une dilution de ces dernières.</p>

L'inspection a constaté que les rejets d'eaux pluviales issus du reste du site, transitent par un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu et un bassin de rétention.

Ce qui est attendu de l'exploitant :

- Prendre connaissance du dispositif de rejet (milieu de rejet) des eaux pluviales d'une part et des eaux résiduaires d'autre part (eaux qui transitent par le tas de déchets verts) et vérifier sa conformité : les différents types d'effluents sont canalisés distinctement et ne permettent pas la dilution des différents types d'eaux entre eux, en amont du point de prélèvement,
- Mener au plus tôt les modifications nécessaires en cas de non-conformité (supprimer cet effluent en abritant les tas de déchets par exemple ou bien organiser la mise en œuvre de leur canalisation distincte),

et :

- Transmettre au plus tôt les suivis des rejets d'effluents de manière rigoureuse conformément à la prescription de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux ICPE relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2710-2,
- Interpréter systématiquement les analyses effectuées pour d'une part mener des actions correctives en cas de non-conformité et d'autre part pouvoir restituer les conclusions à l'inspection,
- Investiguer au sujet des éventuelles non-conformités relevées et trouver une solution au plus tôt afin de rejeter des rejets en conformité avec l'arrêté ministériel afférent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Chapitre VI – art – 43
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée : Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires. I. Registre des déchets sortants. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition ;- le nom et l'adresse du destinataire ;- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature défini à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;- l'identité du transporteur ;- le numéro d'immatriculation du véhicule ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définis à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE. Constats : Le registre de sortie des déchets est tenu dans un classeur, rangé par type de déchet évacué. Ce dernier, ne comporte pas toutes les informations. Par ailleurs, certaines immatriculations de transporteur sont manquantes et les unités ne sont pas indiquées pour les DEEE. Il doit-être mis à jour conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Ce dernier doit reprendre de manière exhaustive toutes ces informations, notamment le nom et l'adresse du destinataire (cela bien qu'il soit identique à celui du transporteur), le code déchet à six chiffres, la qualification du traitement final ainsi que le code du traitement qui va être opéré dans l'installation (R1, R2, R3...). Ce qui est attendu de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant met à jour les informations présentées dans le registre des déchets du site conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2023,- Il doit préciser les unités de références pour chaque quantité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Art 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets dangereux
Prescription contrôlée :

A l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). (...)

Constats :

Les employés de l'exploitation gèrent eux-mêmes le stockage des batteries et des déchets chimiques déposés par les usagers sur un chariot roulant dans un premier temps puis rangés quotidiennement par le personnel dans un local dédié. Ce local n'est pas accessible au public. L'exploitant met à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer le stockage des autres déchets dangereux.

Les déchets chimiques sont entreposés dans des bacs pourvus d'un sac plastique. La rétention maçonnée au-dessus de laquelle ils sont stockés est partagée. Il conviendra de justifier réglementairement de la suffisance de la bâche plastique + bac pour la rétention des égouttures ou bien de modifier l'organisation du stockage si la rétention finale est partagée. Ceci afin de gérer correctement les incompatibilités des produits chimiques. En effet, deux produits chimiques incompatibles ne doivent pas se retrouver dans la même rétention.

L'exploitant indique qu'il n'existe pas de plan du local de déchets dangereux. Il conviendra de l'établir et de vérifier par la même occasion que les produits incompatibles ne sont pas stockés ensemble.

La borne à huile de vidange est à l'abri des eaux météoriques et sur rétention dimensionnée pour les écoulements accidentels issus du déversement et de la vidange de cette cuve double peau. Cependant la rétention est à nettoyer.

Le fût d'huile alimentaire est situé dans le local technique, il recueille l'huile dans les bouteilles et la dimension permet de constater le remplissage sans jauge.

L'absorbant est stocké dans le local technique à côté du local de stockage de produits dangereux. Il est plus pertinent de le mettre à disposition dans le même local.

Les points d'apport volontaires sont identifiés par la présence des affichages nécessaires.

Ce qui est attendu de l'exploitant :

- Vidanger la rétention de la cuve de réception des huiles de vidange et assurer le suivi de cet entretien régulièrement,
- L'exploitant établit un plan du local de déchets dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois